



Envoyé en préfecture le 24/04/2026

Reçu en préfecture le 24/04/2026

Publié le 24/04/2026

ID : 081-218102200-20260415-2026_04_4-BF



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2026 VILLE DE RABASTENS



Table des matières

Introduction	3
Données conjoncturelles récentes	4
Contexte national	8
Les principales mesures du PLF	12
Conséquences du PLF / recettes et dépenses de la ville	16
La situation économique de la ville	17
Les orientations pour 2026	22
Le personnel	26
Soldes intermédiaires de gestion	28

INTRODUCTION

OBLIGATIONS LÉGALES

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, dite loi NOTRe, a modifié la rédaction des articles L. 2312-1, L. 3312-1, L. 5211-36 du CGCT relatifs au débat d'orientation budgétaire en imposant la présentation d'un Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) par l'exécutif de la collectivité territoriale aux membres des conseils municipaux.

Aussi, dorénavant, le DOB s'effectue sur la base d'un rapport élaboré par le Maire et ses collaborateurs sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Le ROB n'est pas qu'un document interne : il doit être transmis au préfet du Département mais aussi faire l'objet d'une publication conformément au décret n° 2016-841 du 24 Juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du ROB.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, la tenue du DOB doit avoir lieu dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif et dans un délai raisonnable avant la séance de vote du budget afin que les élus disposent du temps de réflexion et de préparation nécessaire pour délibérer

Le Budget Primitif 2026 devra répondre au mieux aux préoccupations de la population rabastinoise, tout en intégrant le contexte économique national, les orientations définies par le Gouvernement dans le cadre du projet de loi de Finances pour 2026, ainsi que la situation financière locale.

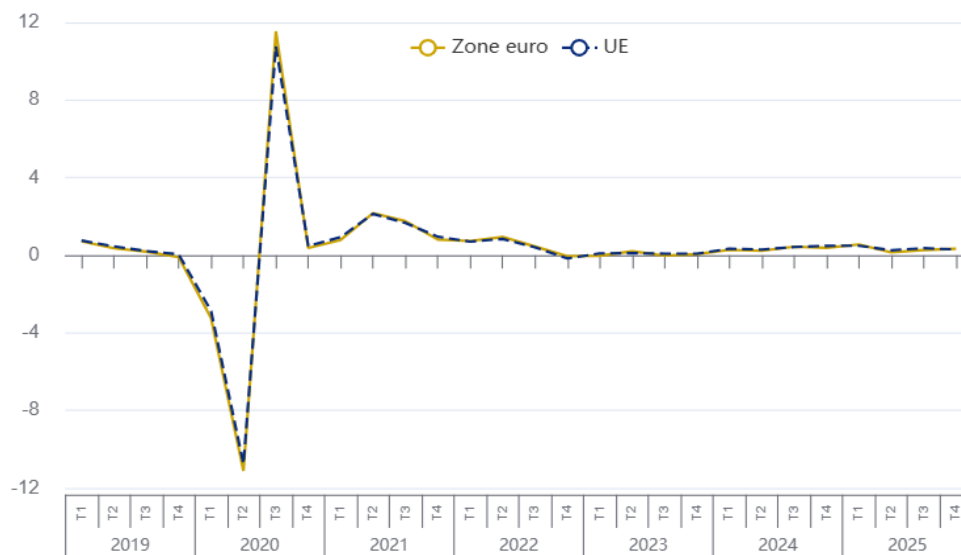
Il s'agit de construire un budget responsable, en tenant compte des fortes incertitudes quant aux crédits venant de l'Etat, des départements et région notamment, tout en se projetant dans l'avenir.

Données conjoncturelles récentes

- Le PIB a augmenté de 0,3% dans la zone euro et dans l'UE, par rapport au trimestre précédent.

Taux de croissance du PIB par rapport au trimestre précédent

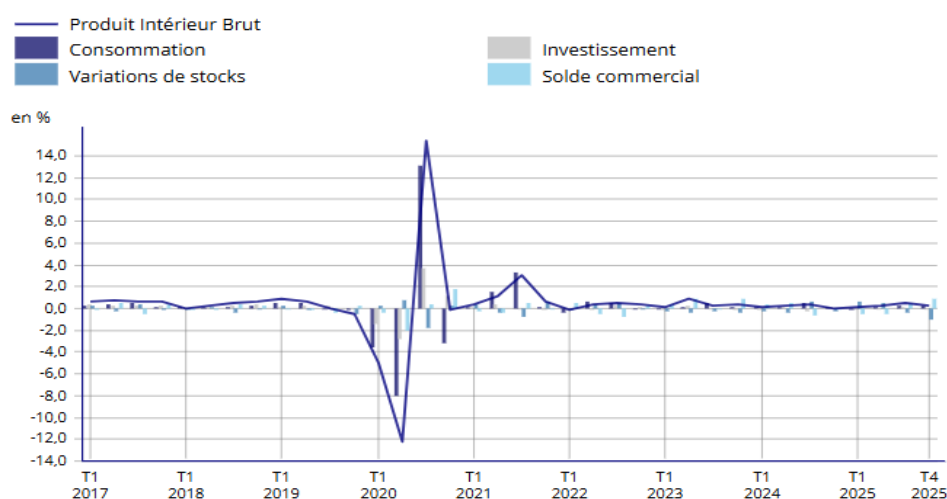
Pourcentage de variation, basé sur des données corrigées des variations saisonnières



eurostat 

- En France, le PIB ralentit au quatrième trimestre 2025 (+0.2% après + 0.5%) ; en moyenne en 2025 il augmente de 0.9%.

Le Produit Intérieur Brut et ses composantes



Champ : France.

Source : Insee.

- Le PIB ralentit au quatrième trimestre 2025, il augmente de 0,2 %, après +0,5 % au troisième trimestre.

Le PIB et ses composantes en volumes chaînés

variations en %, données CVS-CJO

	2025T1	2025T2	2025T3	2025T4	2024	2025
PIB	0,1	0,3	0,5	0,2	1,1	0,9
Importations	0,2	1,7	1,5	-1,7	-1,3	2,9
Dép. conso. ménages	-0,3	0,1	0,1	0,3	1,0	0,4
Dép. conso. APU*	0,3	0,6	0,7	0,3	1,4	1,7
FBCF totale	-0,1	0,1	0,7	0,2	-1,3	0,2
dont ENF**	0,0	0,3	1,0	-0,1	-2,4	0,1
dont Ménages	0,3	-0,1	0,4	1,1	-5,6	0,8
dont APU*	-0,7	-0,2	0,3	0,1	4,7	-0,5
Exportations	-1,2	0,3	3,2	0,9	2,4	1,4
Contributions :						
Demande intérieure finale hors stocks	-0,1	0,2	0,4	0,3	0,6	0,7
Variations de stocks	0,6	0,6	-0,4	-1,0	-0,8	0,7
Commerce extérieur	-0,5	-0,5	0,5	0,9	1,3	-0,5

* APU : administrations publiques.

** ENF : entreprises non financières.

Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Source : Insee.

- Au premier semestre 2026, le PIB progresserait de 0,3% par trimestre. Sur l'année, la croissance pourrait donc dépasser les 1%. L'Insee rejoint en cela les prévisions de la Banque de France (1%).
- Selon l'estimation provisoire les prix à la consommation en France augmenteraient de 0.8 % en décembre 2025 selon l'Insee. Cette baisse de l'inflation s'expliquerait par une baisse plus marquée des prix de l'énergie, notamment ceux des produits pétroliers.

Indices des prix à la consommation

Evolutions annuelles (en %) ; base 100 : année 2015

	Pondérations 2025	décembre 2024	novembre 2025	décembre 2025 (p)
Ensemble IPC*	10 000	1,3	0,9	0,8
Alimentation	1 464	0,0	1,4	1,7
- Produits frais	172	-0,1	-2,8	-0,4
- Autre alimentation	1 292	0,0	1,9	2,0
Tabac	164	8,7	4,1	4,1
Énergie	807	1,2	-4,6	-6,8
Produits manufacturés	2 284	-0,4	-0,6	-0,4
Services	5 281	2,2	2,2	2,2
Ensemble IPCH**	10 000	1,8	0,8	0,7

(p) données provisoires.

*: indice des prix à la consommation. **: indice des prix à la consommation harmonisé.

Champ : France.

Source : Insee – indices des prix à la consommation.

- La croissance mondiale devrait atteindre à 3,3 % en 2026 et 3.2% en 2027, un niveau inférieur à sa moyenne historique (3,7 % sur la période 2000–19).

Projections de croissance
des Perspectives de
l'économie mondiale

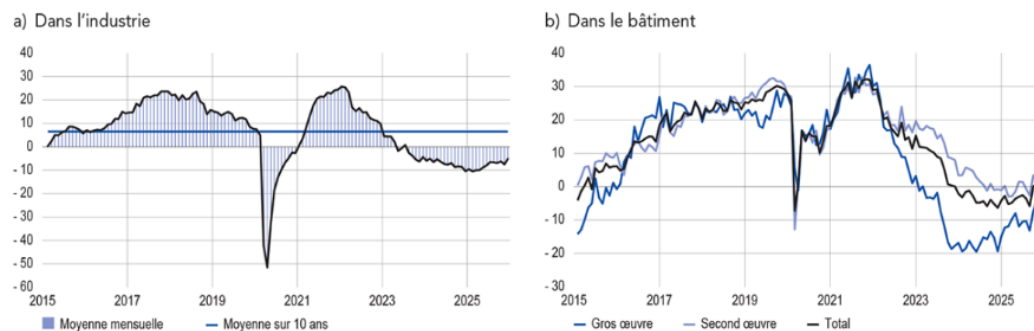
(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)	ESTIMATION	PROJECTIONS	
	2025	2026	2027
Production mondiale	3,3	3,3	3,2
Pays avancés	1,7	1,8	1,7
États-Unis	2,1	2,4	2,0
Zone euro	1,4	1,3	1,4
Allemagne	0,2	1,1	1,5
France	0,8	1,0	1,2
Italie	0,5	0,7	0,7
Espagne	2,9	2,3	1,9
Japon	1,1	0,7	0,6
Royaume-Uni	1,4	1,3	1,5
Canada	1,6	1,6	1,9
Autres pays avancés	1,8	2,0	2,1
Pays émergents et pays en développement	4,4	4,2	4,1
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,4	5,0	4,8
Chine	5,0	4,5	4,0
Inde	7,3	6,4	6,4
Pays émergents et pays en développement d'Europe	2,0	2,3	2,4
Russie	0,6	0,8	1,0
Amérique latine et Caraïbes	2,4	2,2	2,7
Brésil	2,5	1,6	2,3
Mexique	0,6	1,5	2,1
Moyen-Orient et Asie centrale	3,7	3,9	4,0
Arabie saoudite	4,3	4,5	3,6
Afrique subsaharienne	4,4	4,6	4,6
Nigéria	4,2	4,4	4,1
Afrique du Sud	1,3	1,4	1,5
Pour mémoire			
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,3	4,1	4,1
Pays en développement à faible revenu	4,6	5,1	5,1

Source : FMI, Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale, janvier 2026.

Note : Dans le cas de l'Inde, les données et projections sont présentées par exercice budgétaire, et l'exercice 2025/26 (qui commence en avril 2025) apparaît dans la colonne 2025. Les projections de croissance pour l'Inde sont de 6,3 % en 2026 et de 6,5 % en 2027 (années civiles).

- En janvier, l'activité est attendue en ralentissement dans l'industrie, mais en renforcement dans les services. Fin décembre, les carnets de commandes demeurent jugés dégarnis dans la majorité des secteurs, bien qu'en légère amélioration par rapport à novembre. Les niveaux les plus bas sont observés dans l'agroalimentaire, les produits minéraux non métalliques, en particulier le verre, et la chimie. À l'inverse, les carnets de commandes se sont de nouveau étoffés dans l'aéronautique et les produits informatiques électroniques optiques, soutenus notamment par les contrats de défense, y compris à l'international. Dans le bâtiment, les carnets de commandes continuent en revanche de se dégrader.

Situation des carnets de commande



banque-france.fr début janvier 2026

LE CONTEXTE NATIONAL : la loi de finances 2026

Après l'échec de la commission mixte paritaire (CMP) et l'impossibilité d'achever l'examen du budget avant le 31 décembre, les parlementaires se sont résolus à adopter une nouvelle loi spéciale avant le passage à l'année 2026.

Cette loi de finances spéciale avait été promulguée le 26 décembre 2025, elle n'a pas pour fonction de remplacer le budget pour 2026, elle a pour objectif d'organiser une situation provisoire jusqu'à l'adoption de la loi de finances pour 2026.

Elle permet à l'État :

- de lever l'impôt,
- de garantir les ressources nécessaires au bon fonctionnement des collectivités locales
- d'émettre de la dette afin d'assurer la continuité de son action et des services publics.



Une fois la loi spéciale promulguée, le Gouvernement est autorisé à prendre un décret ouvrant les crédits nécessaires à la continuité des services publics, à compter du 1er janvier 2026 et dans l'attente d'une loi de finances pour 2026.



III Mesures législatives et réglementaires

Décret ouvrant les crédits nécessaires à l'exécution des services publics : contenu

Une fois la loi spéciale promulguée, le Gouvernement est autorisé à prendre **un décret ouvrant les crédits nécessaires à la continuité des services publics**, à compter du 1^{er} janvier 2026 et dans l'attente d'une loi de finances pour 2026.

Deux circulaires du 30 décembre sont venues apporter des précisions quant à la mise en œuvre de ce décret :

la 1^{ère}, signée du Premier Ministre, est relative à [la mise en place d'une régulation budgétaire renforcée](#) ; la seconde, signée de la ministre de l'Action et des comptes publics, est relative à [la gestion budgétaire de l'État](#) et des organismes publics et opérateurs financés par l'État pendant la période des services votés en 2026.

- **2025 comme plafond mais pas de plancher...**

Le décret ouvre des crédits uniquement pour les « services votés », c'est à dire dans la limite des crédits inscrits en loi de finances pour 2025. Cette référence aux niveaux 2025 constitue une limite haute à ne pas dépasser mais les crédits ouverts peuvent être inférieurs.

- **... sauf la nécessité de poursuivre l'exécution des services publics**

Les crédits ouverts doivent permettre a minima le maintien des services publics dans les conditions approuvées par le Parlement pour 2025. La continuité des services publics se traduit notamment par le financement de la rémunération des agents publics, le fonctionnement courant des services et les dispositifs d'interventions obligatoires.



III Mesures législatives et réglementaires

Décret ouvrant les crédits nécessaires à l'exécution des services publics : contenu

- **Un blocage des crédits ouverts est mis en place à l'ouverture de la gestion 2026**

La mise à disposition de l'intégralité des crédits n'est pas autorisée. Seuls 25 % de la ressource ouverte en AE et CP seront disponibles en attendant l'avis rendu par le contrôleur budgétaire et comptable ministériel sur la prévision des dépenses du ministère.

- **Suspension des dotations, des subventions et des revalorisations salariales**

Il est bien précisé qu'aucune dépense nouvelle (sauf urgence nationale) ne sera mise en œuvre.

Des précisions sont apportées pour certaines dépenses :

- seuls seront financés les projets d'investissement déjà en cours de réalisation et ceux relevant d'un besoin urgent ;
- les départs d'agents ne seront remplacés qu'à hauteur des besoins strictement nécessaires pour assurer la continuité des services publics et il n'y aura pas de création nette d'emploi ; il n'y aura pas de revalorisations des barèmes indemnitaires ni de nouvelles mesures catégorielles ;
- les dépenses discrétionnaires, comme les dotations, subventions et soutiens divers, seront suspendues (cf. [explications concernant les dotations budgétaires des collectivités locales](#)).

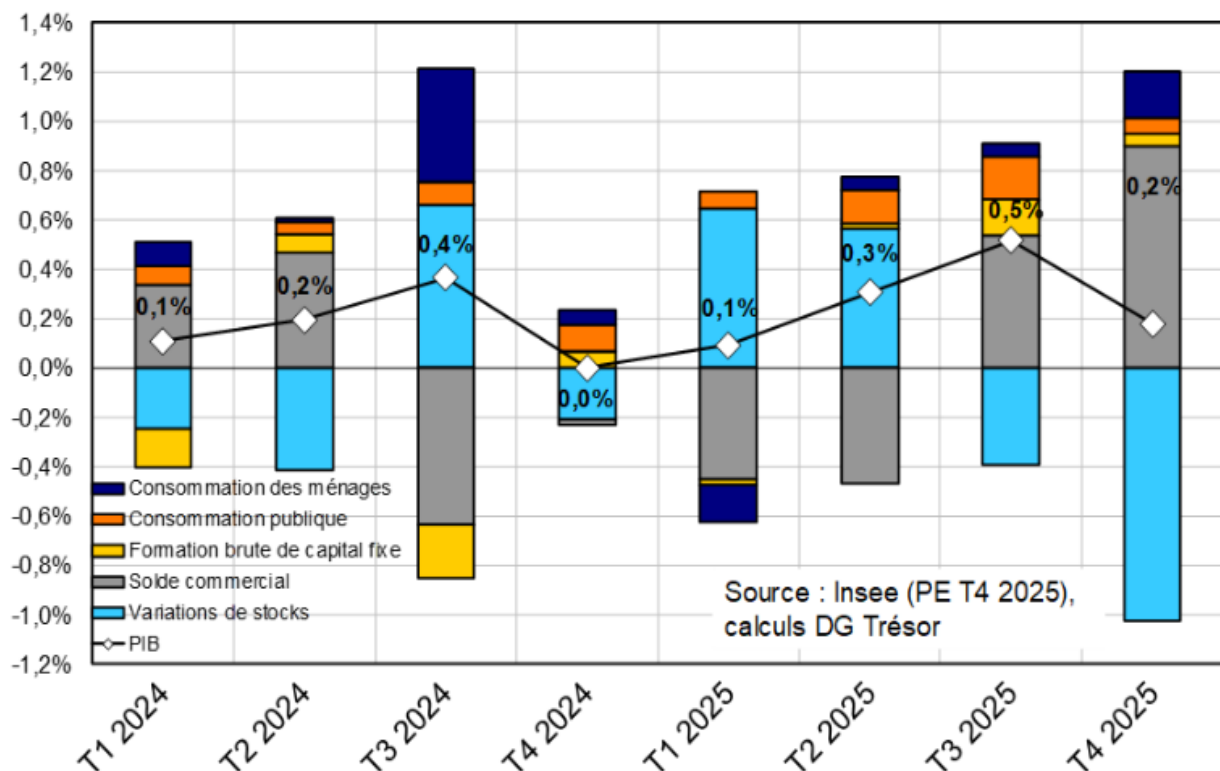
- **Application de ces principes à l'État, ses organismes, aux établissements de sécurité sociale, et aux collectivités territoriales dans le respect du principe de libre administration**

Après plus de trois mois de débats parlementaires, bien au-delà des 70 jours prévus par la Constitution, le projet de loi de finances pour 2026 a définitivement été adopté par le Parlement ce lundi 2 février, après le rejet des deux motions de censure déposées à la suite du recours au 49.3 par le Premier ministre Sébastien Lecornu vendredi 30 janvier.

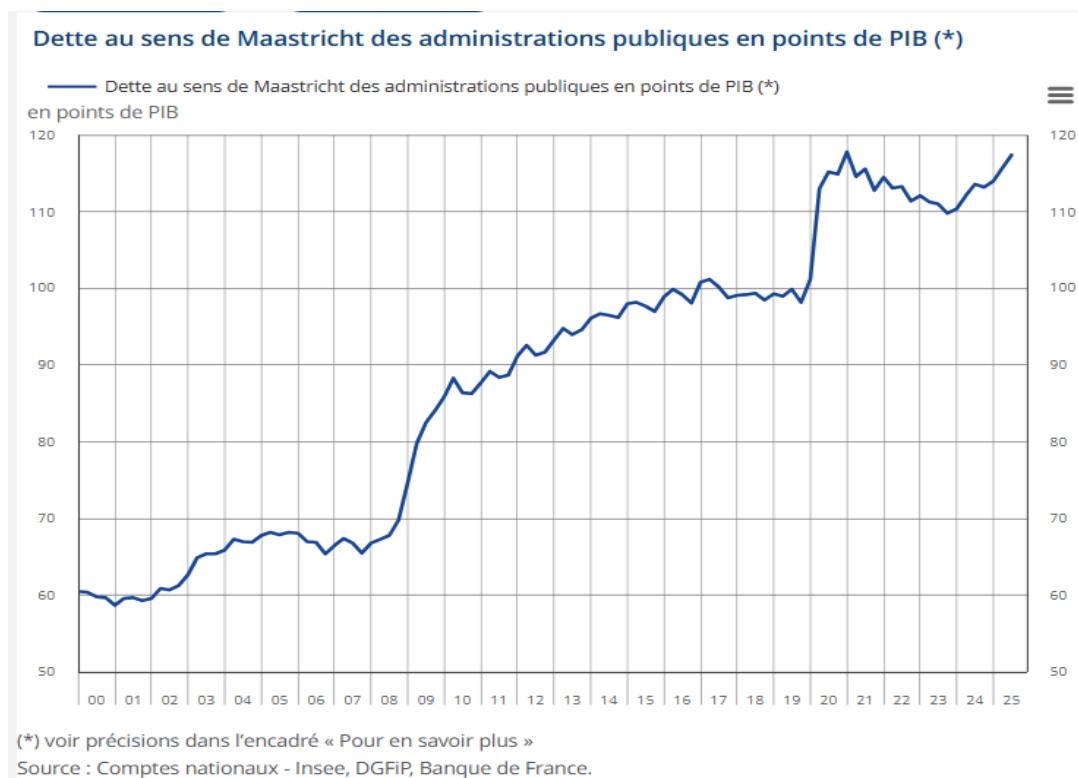
Le PLF marque une nouvelle étape dans le redressement des comptes publics. Ce plan d'action doit permettre de ramener le déficit public à 4,7 % du PIB en 2026 et à moins de 3 % en 2029, comme s'y est engagé le Gouvernement auprès des Français et de nos partenaires européens.

La croissance se poursuit au 4^e trimestre 2025 (+0,2 %, après +0,5 % au 3^e trimestre 2025) d'après la première estimation de comptes nationaux trimestriels de l'Insee (voir graphique ci-dessous). La croissance annuelle 2025 s'élève à +0,9 %, au-delà de la prévision du Gouvernement (+0,7 %), et l'acquis de croissance pour 2026 s'établit à +0,5 %

Évolution trimestrielle du PIB et ses contributions



À la fin du troisième trimestre 2025, le ratio de dette publique s'établit à 117,4 % du PIB et s'établit à 3 482,2 Md€, soit une augmentation de 65,9 Md€, après +70,9 Md€ au trimestre précédent.



La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

en milliards d'euros

	2024T3	2024T4	2025T1	2025T2	2025T3
Ensemble des adm. publiques	3 301,4	3 305,3	3 345,4	3 416,3	3 482,2
en point de PIB (*)	113,6 %	113,2 %	113,9 %	115,7 %	117,4 %
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	2 690,7	2 687,0	2 723,4	2 787,7	2 845,7
Organismes divers d'adm. centrale	68,7	69,8	69,7	68,7	68,4
Administrations publiques locales	250,0	261,9	262,5	262,4	262,9
Administrations de sécurité sociale	292,1	286,5	289,8	297,6	305,2
dont, par instrument :					
Dépôts	43,4	41,9	39,0	42,2	45,2
Titres négociables	2 958,7	2 954,1	2 999,7	3 065,8	3 124,3
court terme	255,4	260,4	259,5	271,7	270,6
long terme	2 703,3	2 693,7	2 740,2	2 794,1	2 853,7
Crédits	299,3	309,3	306,8	308,3	312,6
court terme	13,0	13,2	14,0	16,4	19,8
long terme	286,4	296,1	292,8	291,9	292,9

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

Source : Comptes nationaux base 2020 – Insee, DGFIP, Banque de France

Les principales mesures du PLF

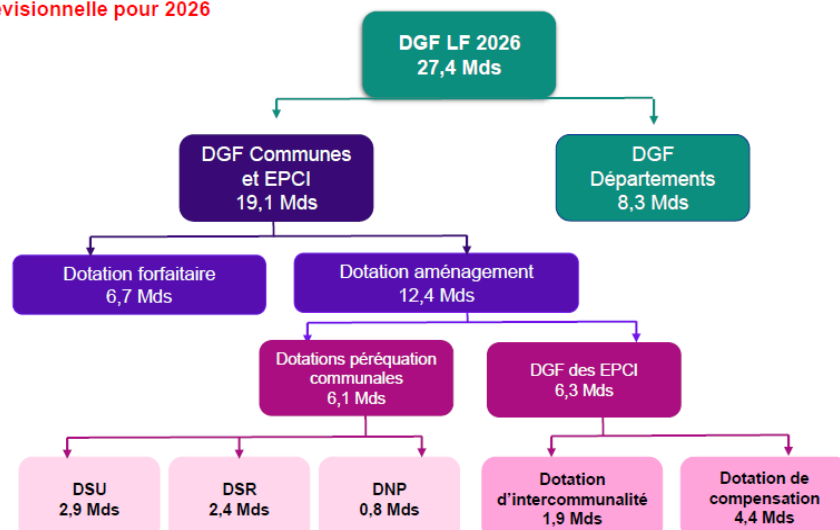
Des mesures sur les collectivités :

Les collectivités territoriales sont appelées à contribuer de manière significative, dans un contexte de croissance modérées et de tensions politiques autour de l'adoption du budget.

En 2025, elles représentaient 18,7 % des dépenses publiques pour moins de 10 % du déficit. En 2026, leur part dans la dépense totale reculerait à 18,4 %, et leur contribution au déficit à 6,4 %.

- La contribution initialement prévue à 4.6 milliards d'euros est réduite à environ 2 milliards d'euros en 2026 et une ponction de 740 millions d'euros au titre du Dilico avec 350 M€ pour les régions, 140 M€ pour les départements et 250 M€ pour les intercommunalités, les communes étant exonérées.
- Pour ce qui est de la DGF, celle-ci ne sera finalement ni revalorisée ni réduite, le montant est fixé à 27,4 milliards d'euros.
- Les dotations de solidarité urbaine (DSU) et la dotation de solidarité rurale (DSR) progresseront respectivement de 140 et 150 millions d'euros. Cependant, l'enveloppe totale de la DGF étant gelée, les hausses de la DSU et de la DSR seront intégralement financées à l'intérieur de la dotation globale de fonctionnement.

L'architecture prévisionnelle pour 2026



- Dotation élu local de + 59.5 M€
- Dotation des communes nouvelles + 8.8 M€
- Compensation d'exonérations d'impôts locaux + 194.3 M€
- Compensation de la réduction des base industrielles : - 307,5 M€ (de LFI à LFI)

- Réduction de la D.C.R.T.P.
 - Régions : - 181 M€
 - Départements : - 30 M€
 - Communes et E.P.C.I. : - 318 M€
- Le fonds vert en forte baisse, passe à 837 millions en 2026 contre 1.15 milliards d'euros en 2025.
- Le budget pour les aides à la rénovation énergétique MaPrimeRénov' sera de 3.6 milliards d'euros équivalent à 2025.
- L'enveloppe de contribution pour la formation des agents, financée par une cotisation des collectivités de 9% sur leur masse salariale, sera plafonnée à 397 millions d'euros pour le CNFPT, le reste revenant à l'État, soit environ 16 millions d'euros pour contribuer à combler son déficit.
- Fusion de la taxe sur les logements vacants en zone tendue et de la taxe d'habitation sur les logements vacants en zone non tendue à des fins de simplification de la fiscalité applicable aux logements vacants. Ce dispositif prévoit que les communes puissent augmenter cette taxe jusqu'à deux fois plus que le taux d'imposition actuel, le but étant de remettre sur le marché locatif des logements vacants depuis des années.
- Les départements vont eux bénéficier d'un coup de pouce avec un abondement de 600 millions d'euros du fonds de sauvegarde.
- En fonctionnement le FCTVA est maintenu, en investissement, une révision du calendrier de versement du FCTVA pour les EPCI et les EPT est réalisée avec un «retour au droit commun» et un versement différé en N+1 (et non plus en année N)
- Hausse des cotisations employeurs à la CNRACL, la hausse de 12 points sur 4 ans des cotisations employeurs a été officialisée par décret pour les collectivités territoriales, dès le 1er janvier 2025 et jusqu'en 2028, les cotisations augmenteront de 3 points par an. Fixé à 31.65%, le taux de cotisation passe donc immédiatement à 34.65% et continuera d'évoluer pour atteindre 43.65% au 1er janvier 2028
- Pérennisation de la dotation pour les titres sécurisés, dont l'enveloppe reste à 100 M€ en 2026 avec pour objectif de donner les moyens aux communes de prendre en charge dans des délais maîtrisés les demandes de passeports et cartes nationales d'identité
- Une prime régaliennne à hauteur de 500€ net par an sera attribuée aux maires (dotation versée à la commune). Celle-ci vise à compenser le temps passé par ces derniers à agir en tant qu'agents de l'Etat

Des mesures pour les particuliers :

- La suspension de la réforme des retraites de 2023 jusqu'au 1er janvier 2028 (soit après l'élection présidentielle).
- Maintien de l'abattement de 10% sur les pensions de retraite.
- Revalorisation de 0,9 % (contre 1,1% dans le PLF initial, puis un gel envisagé) du barème de l'impôt sur le revenu.
- Maintien de la réduction d'impôt pour frais de scolarité dans le secondaire et le supérieur (collégien 61 €, lycéen 153 €, étudiant 183 €)
- Prolongation de l'exonération fiscale sur les pourboires jusqu'à fin 2028
- Défiscalisation de la totalité des heures supplémentaires,
- Le crédit d'impôt sur les services à la personne reste inchangé
- Prolongation de la « contribution différentielle » (CDHR) jusqu'au retour du déficit public sous 3%. Elle vise les 25 000 foyers français les plus aisés et fixe un taux minimal d'imposition de 20 % pour les ménages qui gagnent plus de 250 000 € annuels (pour une personne seule), et 500 000 € pour un couple
- Fin de la déductibilité des versements effectués sur un PER après l'âge de 70 ans.
- Maintien du régime fiscal de l'assurance vie.
- Le bénéfice du taux réduit de TVA (5,5%) pour :
 - L'installation de pompes à chaleur de type air-air (comme d'autres types de pompes), si elles répondent à des « critères de performance environnementale et de durabilité ».
 - La fourniture d'énergie via les réseaux de froid, comme pour les réseaux de chaleur,
 - Les panneaux photovoltaïques, si l'installateur est qualifié ou certifié.
- Hausse de la Prime d'Activité : augmentation moyenne de 50 € par mois entre avril et mai prochain
- Revalorisation des APL (Aide Personnalisée au Logement). Abandon de "l'année blanche" envisagée. Suppression des APL pour les étudiants étrangers non européens non boursiers. Les apprentis étrangers ne seraient pas concernés par la réforme.
- Maintien des bourses étudiantes
- Repas à un euro au restaurant universitaire pour les étudiants à compter du mois de mai.

- Instauration d'une "taxe colis" de 2 € HT sur les petits colis à compter du 1er Mars
- Limitation de l'utilisation du Compte Personnel de Formation (CPF) pour le permis de conduire aux seuls demandeurs d'emploi.
- Maintien de l'avantage fiscal des biocarburants E85 et B100

Des mesures sur les entreprises

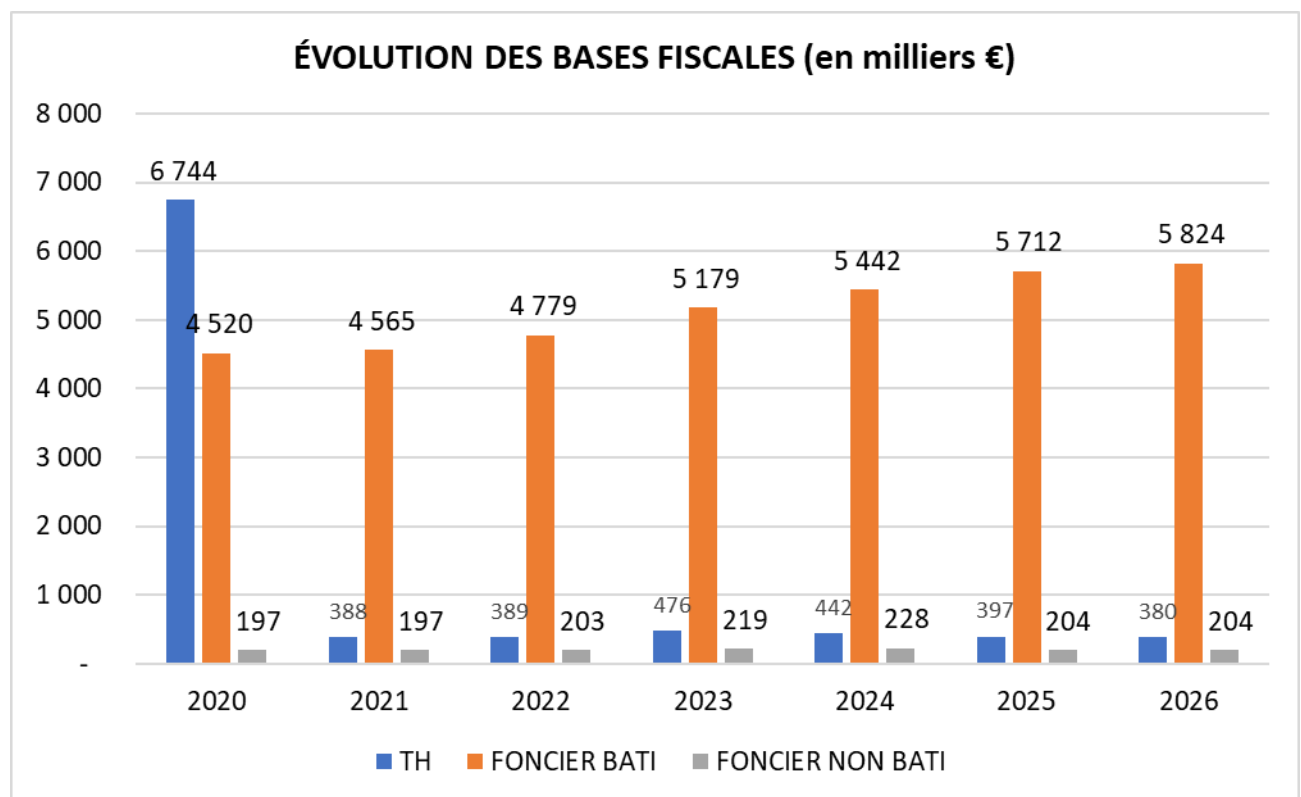
- Reconduction de la "Contribution Exceptionnelle sur les Bénéfices des Grandes Entreprises" (un peu plus de 300 très grands groupes) au même taux qu'en 2025. Son seuil d'application passe cependant de 1 à 1,5 milliards d'€, ce qui en exclut les ETI (entreprise de taille intermédiaire). Soit un taux d'imposition de :
 - 20,6% pour un chiffre d'affaires compris entre 1,5 et 3 milliards d'€,
 - 41,2% pour les chiffres d'affaires supérieurs
- La suppression totale de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), qui devait être achevée en 2027, est reportée
 - taux maximal de 0,28 % en 2026 et 2027,
 - porté à 0,19 % en 2028 et à 0,09 % en 2029,
 - suppression totale de la CVAE en 2030.
- Baisse du seuil de franchise de TVA de 85 000 € à 37 500 € pour les petits entrepreneurs. Maintien d'un seuil spécifique de 25 000 € pour les travaux immobiliers
- Prorogation de 3 ans de l'exonération de taxes locales (Taxe foncière sur les propriétés bâties, et cotisation foncière des entreprises (CFE)) en faveur des jeunes entreprises innovantes (JEI).
- Maintien de la taxe IFR (imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux) pour les centrales électriques solaires mises en service au plus tard au 1er janvier 2021.
- Maintien du Crédit d'Impôt Recherche (CIR), et des taux d'imposition réduits sur les brevets
- Report en 2027 de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels (RVLLP) et de leur application dans les barèmes de la TF
- La création d'une "taxe holding", sur les sociétés dont le patrimoine excède 5M€, son assiette s'applique aux "actifs non affectés à une activité opérationnelle, hors trésorerie", au taux de 20%

Conséquences du PLF 2026 sur les recettes et les dépenses de Rabastens

Fiscalité locale / actualisation des valeurs locatives foncières et estimations des bases de taxe foncière 2026

Après de fortes revalorisations des bases fiscales en 2023 et 2024, le taux de revalorisation reprend un rythme « normal » avec +1.7 % en 2025. L'augmentation des bases fiscales pour le foncier bâti et la taxe d'habitation « résiduelle » devrait s'établir en moyenne à + 0.8 %.

Notification des bases d'imposition prévisionnelles pour 2026 reçue fin mars



Fiscalité locale / Taux de taxes foncières :

Pour la ville de Rabastens en 2026 : taux de 38.13 % pour la taxe foncière sur les propriétés bâties et 35.13% pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties

Poursuite de la hausse des dépenses attendue pour 2026 :

Les charges à caractère général des collectivités locales, du fait de leur composition (achats d'énergie, de fournitures, de petits équipements, dépenses d'entretien-réparation et contrats de prestations de services) ont été le premier poste touché par la hausse des prix depuis l'année 2023 et ont conservé un niveau élevé en 2025.

Ces postes ne reviendront pas au niveau d'avant 2023 et les augmentations continuent d'impacter ce chapitre.

Le contexte international et national oblige la Commune à être prudente tant dans ses prévisions de dépenses que de recettes. La ville de Rabastens choisit le chemin d'une prudence équilibrée avec une stabilisation de l'inflation en 2025 qui devrait se poursuivre en 2026.

Les dépenses de personnel qui intégreront plusieurs décisions gouvernementales et municipales sur la rémunération des agents municipaux :

. L'augmentation des cotisations employeur de la CNRACL se poursuit en 2026

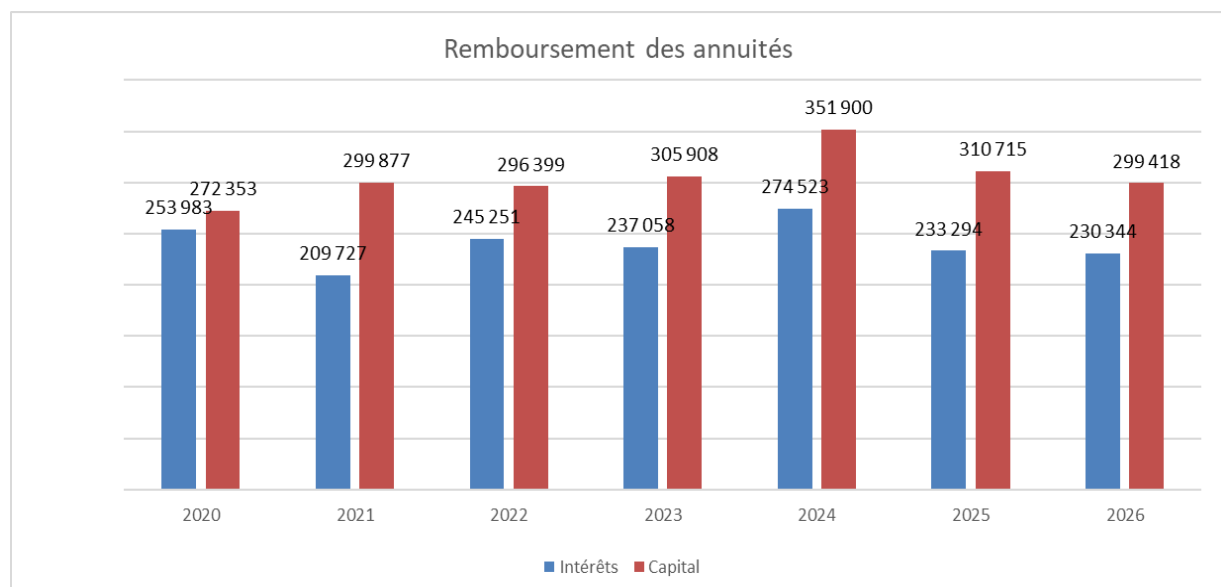
. L'effet en année pleine de la mise en place de la mutuelle santé pour tous les agents de la ville (modification de l'assiette)

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA VILLE

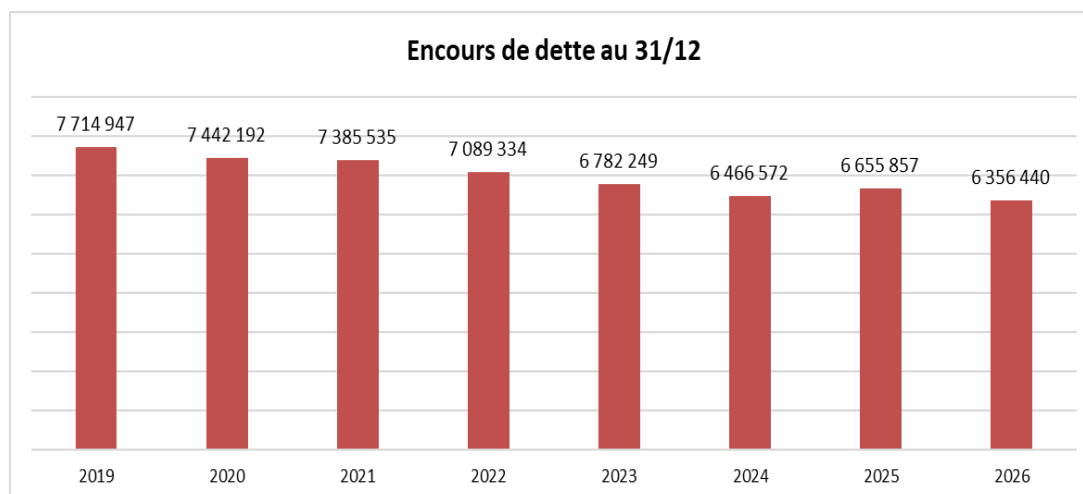
La dette

Le remboursement du capital de la dette s'élève à 310 714.50€

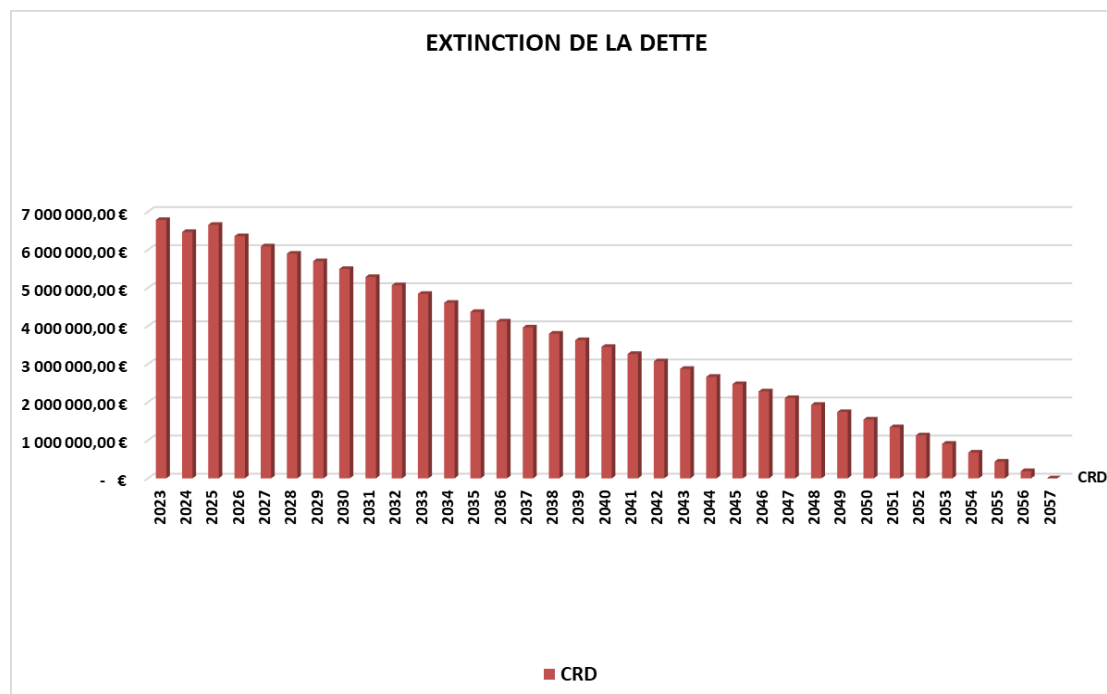
La charge financière des intérêts est de 233 294.12 € répartie entre les intérêts de la dette qui s'élèvent à 235 003.10 € et les ICNE d'un montant de -1 708.98 €



L'encours de la dette au 31/12/2025 s'élève à 6 655 857 €



Organisme prêteur	Capital restant dû	% Capital restant dû
CAISSE D EPARGNE MIDI PYRENEES	831 955,45	12,50%
CREDIT AGRICOLE	488 537,27	7,34%
CREDIT AGRICOLE	203 268,37	3,05%
CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	2 400 170,95	36,06%
CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	2 600 709,72	39,07%
AGGLOMERATION GAILLAC GRAULHET	131 215,55	1,97%
	6 655 857,31	100,00%



Les emprunts garantis

Une collectivité peut accorder sa caution à une personne morale de droit public ou privé pour faciliter la réalisation d'opérations d'intérêt public. Le fait de bénéficier d'une garantie d'emprunt facilite l'accès au crédit des bénéficiaires de la garantie ou leur permet de bénéficier d'un taux moindre. La collectivité garante s'engage, en cas de défaillance du débiteur, à assumer l'exécution de l'obligation, ou à payer à sa place les annuités du prêt garanti. La réglementation encadre de manière très stricte les garanties que peuvent apporter les collectivités.

La situation des emprunts garantis par la ville de Rabastens au 31/12/2025 est la suivante :

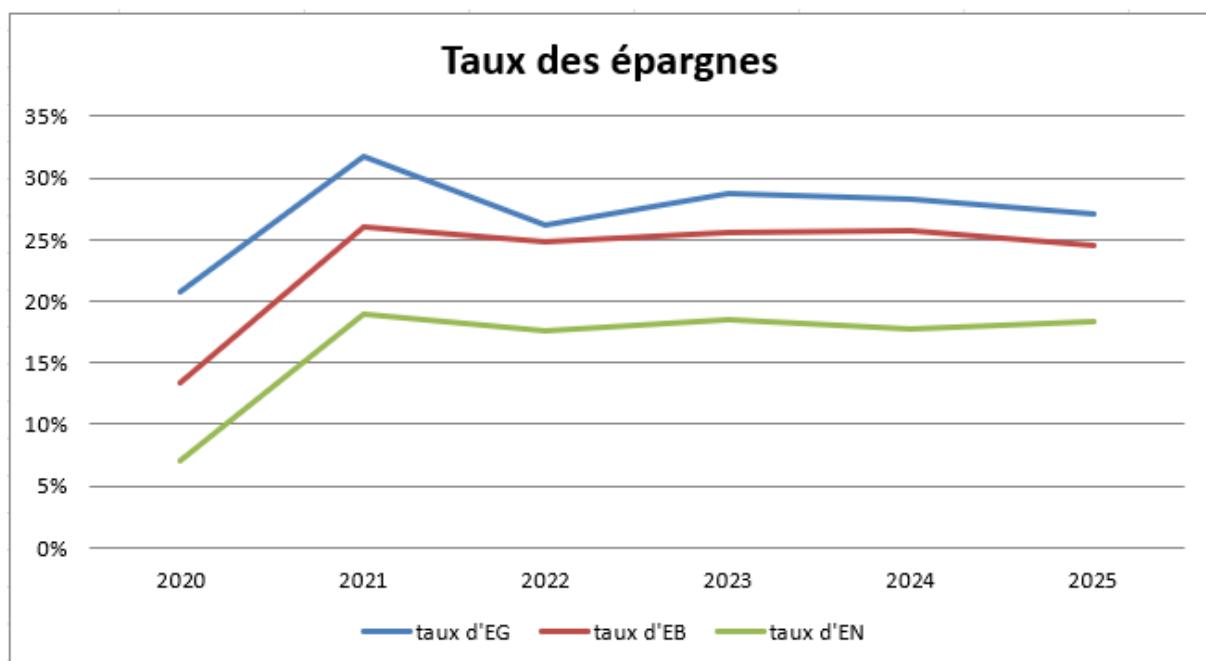
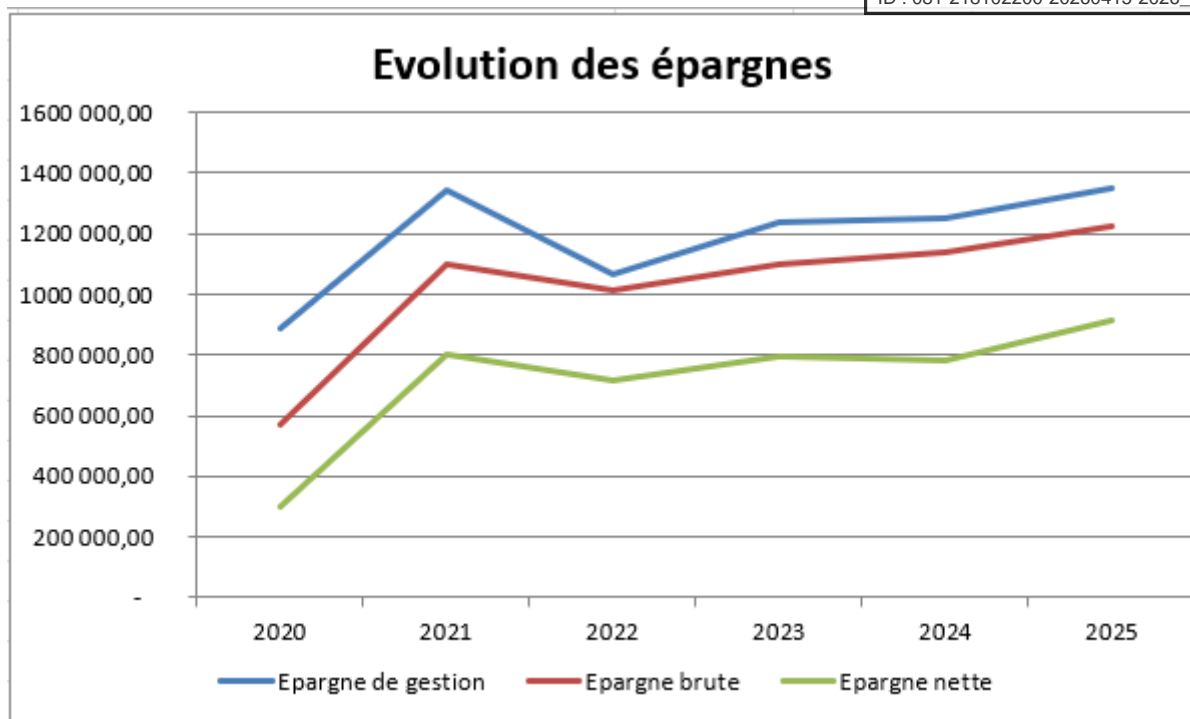
Catégorie	Montant Contrat	Capital restant dû au 31/12/2025	Annuité garantie au cours de l'exercice		Nombre de contrats
			En capital	En intérêts	
Habitat social	325 996,18	256 990,64	2 882,25	8 537,98	6

La Capacité d'autofinancement (CAF)

La Caf brute (différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement) se situe en 2025 au niveau de 1 223 K€.

La Caf nette (caf brute déduite du remboursement des emprunts) est à 912 € en 2025

Rabastens	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Tableau des soldes de fonctionnement						
+ Produits fiscaux	2 458 198	2 056 426	2 018 528	2 226 239	2 262 639	2 255 392
+ Dotations et subventions	1 508 385	1 503 783	1 634 100	1 676 305	1 814 532	1 912 000
+ Produits de gestion courante	231 104	352 262	214 105	201 753	165 717	309 989
= Produits de fonctionnement courant	4 197 688	3 912 471	3 866 733	4 104 296	4 242 888	4 477 381
- Charges de personnel	1 569 653	1 588 973	1 748 773	1 872 116	1 970 097	2 021 693
- Charges à caractère général	873 605	719 157	773 907	706 985	748 566	825 490
- Charges de gestion courante	865 704	260 738	280 053	288 293	272 577	280 737
= Charges de fonctionnement courant	3 308 962	2 568 868	2 802 733	2 867 394	2 991 240	3 127 920
= Epargne de gestion	888 726	1 343 603	1 064 000	1 236 902	1 251 648	1 349 461
+ Produits exceptionnels et financiers	84 109	191 302	199 666	118 799	163 166	107 086
- Charges exceptionnelles et financières	399 967	433 537	251 787	257 487	278 124	233 294
= Epargne brute	572 868	1 101 368	1 011 879	1 098 213	1 136 691	1 223 253
Tableau des soldes d'investissement						
- Remboursement des emprunts	272 353	299 877	296 399	305 908	351 900	310 715
= Epargne nette	300 516	801 491	715 480	792 305	784 791	912 539
+ Recettes propres	282 924	543 973	241 021	198 706	374 373	352 444
+ cession des immobilisations (775)	12 625	125 500	700	72 000	12 285	400 000
= Capacité d'investissement	596 065	1 470 964	957 200	1 063 011	1 171 449	1 664 982
<i>Travaux d'investissement et autres dépenses</i>	744 776	918 480	2 020 463	2 259 786	1 795 580	2 834 805
<i>Affectation de résultat N-1 (fct et inv)</i>	1 291 280	1 892 525	2 795 702	2 056 506	896 876	1 023 455
<i>Subventions</i>	263 496	350 693	324 066	37 145	714 487	315 178
<i>Emprunt nouveau</i>	0	0	0	0	36 222	500 000
= Résultats de clôture (hors restes à réaliser N+1)	1 406 065	2 795 702	2 056 506	896 876	1 023 455	668 811
+ Restes à réaliser N+1	165 728	-627 533	-541 376	193 647	5 361	360 429
= Résultat de clôture	1 571 793	2 168 170	1 515 130	1 090 523	1 028 816	1 029 240



Stabilisation du niveau de l'épargne nette de 2021 à 2025 à un taux de 18 % et de l'épargne brute à un taux de 25% soit une moyenne de 1,1 M€

La maîtrise des dépenses de fonctionnement préservera une CAF (capacité d'autofinancement) à un bon niveau pour permettre la réalisation de nouveaux projets.

Les orientations pour 2026

Les dépenses de fonctionnement

Comme chaque année, les orientations visent à une maîtrise des dépenses de fonctionnement afin de permettre à la commune de dégager les capacités d'investissement nécessaires à la mise en œuvre des grands projets planifiés, tout en continuant à offrir les mêmes services de qualité à la population.

Cependant, la situation nationale déjà évoquée va rendre l'exercice de plus en plus difficile au fil des années et accentuer l'effet ciseaux observé sur les dépenses et les recettes de fonctionnement.

- Frais de personnel :

Les frais de personnel évolueront de 4 %, soit environ 78 K€ car la prévision budgétaire prend en compte :

- Créations/évolutions de postes
- Avancement d'échelons et grades 2026
- Hausse de la cotisation CNRACL
- Participation mutuelle de 20 € par adhérents au contrat groupe

- Charges à caractère général

Les charges à caractère général évolueront de 1.73%

Les raisons principales de cette augmentation sont :

- Les fluides et le frais de gestion notamment pour l'ouverture de la piscine
- L'entretien et réparation des réseaux, l'hydrocurage des têtes de pont et pluvial
- L'entretien des engins de voirie et espaces verts vieillissants
- Augmentation des cotisations d'assurances de 22%

- Subventions

- Le montant des subventions versées par la ville restera au même niveau qu'en 2025

- Charges financières

- Les charges financières diminueront de 2 % :

L'emprunt de la caisse d'épargne de 770 k€ contracté en 2005 s'est fini en 2025 et même si les investissements 2025 ont nécessité la contraction d'un emprunt de 500k€, les charges financières baisseront de 2% en 2026

- Contributions obligatoires

- Ce poste sera en très forte augmentation sur 2026 passant de 30 k€ à 162 k€ pour l'intégration de la contribution au service incendie et secours d'un montant de 162k€. Cependant cette contribution sera compensée

sur la base de 2025 par le biais des attributions de compensation recettes versées par la CAGG.

- Atténuation des produits en très forte augmentation :

- Prélèvement au titre de la loi SRU, cette loi impose aux communes les plus peuplées de disposer d'une part minimale de logements sociaux au sein de leur parc résidentiel. Les communes ne disposant pas de suffisamment de logements sociaux au regard du taux applicable sont dites déficitaires et doivent rattraper leur retard. Ces communes sont dès lors redevables d'un prélèvement annuel opéré sur leurs ressources fiscales, proportionnel à leur potentiel fiscal et au déficit en logement social par rapport à l'objectif légal. Ce prélèvement sera de l'ordre de 58k€ pour Rabastens en 2026.

Les dépenses d'équipement d'investissement

Les dépenses d'équipement d'investissement sont essentiellement constituées des travaux structurants réalisés pour entretenir et développer les équipements de la ville et par le remboursement de la dette.

Ces investissements sont répartis en 4 grands volets :

1. La restauration du patrimoine (Notre-Dame du Bourg, les églises et les chapelles, le musée, la mairie et le patrimoine divers) pour un total prévisionnel 2026 de 797 039.72 €
2. Les équipements publics (stades, piscine, aires de jeux, cimetières et équipements publics divers) pour un total de 1 743 587.32 €
3. La voie publique (voirie, plan de circulation, éclairage public, aménagement urbains, végétalisation) pour un total de 877 290.66 €
4. Les travaux et achats liés aux services de la mairie (Travaux bâtimentaires, matériel roulant, achats services, police municipale et vidéoprotection) pour un total de 305 563.78 €

Et répartis de la façon suivante :

	RESTES A RÉALISER	PROPOSÉ 2026	TOTAL BP 2026
10 - NOTRE DAME DU BOURG	41 279,52	6 900,00	48 179,52
11 - EGLISES	47 707,00	98 494,00	146 201,00
12 - MUSEE		72 780,00	72 780,00
13 - MAIRIE	9 960,00	17 200,00	27 160,00
14 - PATRIMOINE URBAIN	49 999,20	437 720,00	487 719,20
16 - REMPARTS		15 000,00	15 000,00
TOTAL VOLET 1	148 945,72	648 094,00	797 039,72
21 - STADES		209 000,00	209 000,00
22 - PISCINE APCP	168 287,32	1 171 800,00	1 340 087,32
24 - CIMETIERE	600,00	30 000,00	30 600,00
26 - EQUIPEMENTS PUBLICS DIVERS		142 100,00	142 100,00
29 - ERP MISE EN CONFORMITÉ		21 800,00	21 800,00
TOTAL VOLET 2	168 887,32	1 574 700,00	1 743 587,32
31 - VOIRIE	19 872,00	520 950,00	540 822,00
32 - PLAN DE CIRCULATION	7 266,60	6 600,00	13 866,60
33 - ECLAIRAGE PUBLIC APCP	77 351,73	80 000,00	157 351,73
34 - AMENAGEMENTS URBAINS	2 200,33	163 050,00	165 250,33
TOTAL VOLET 3	106 690,66	770 600,00	877 290,66
41 - TRAVAUX BATIMENTS MUNICIPAUX	12 480,00	114 200,00	126 680,00
42 - ACHATS SERVICES TECHNIQUES		30 170,00	30 170,00
43 - ACHAT MATERIEL ROULANT		95 000,00	95 000,00
44 - ACHATS ADMINISTRATION	327,90	38 269,00	38 596,90
45 - POLICE MUNICIPALE		2 550,00	2 550,00
46 - VIDEOPROTECTION	12 566,88	-	12 566,88
TOTAL VOLET 4	25 374,78	280 189,00	305 563,78

Les recettes de fonctionnement

- Les impôts locaux :

Sur cette ligne sont comptabilisés les produits de taxe foncière bâtie et non bâtie, de taxe d'habitation « résiduelle » (logements vacants et résidences secondaires) ainsi que le coefficient correcteur qui permet de compenser la perte de la taxe d'habitation à l'euro près.

- Reversement de fiscalité des groupements :

Sur cette ligne s'inscrivent les recettes reversées par la communauté d'agglomération, l'Attribution de Compensation (augmentation liée au reversement de la contribution SDIS payée dorénavant par la commune) ainsi que le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales (FPIC)

- Autres impôts et taxes

Cette rubrique comprend les droits de mutation, la taxe sur la consommation finale d'électricité et la taxe sur la publicité extérieure. Les droits de mutations perçus par la commune se stabilisent malgré le ralentissement des transactions immobilières. Ainsi que les droits de place marché de plein vent.

- Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et dotations non fiscales

- Produits des services : ce chapitre enregistre les prestations fournies à la population telles que les entrées musée, les inscriptions à l'école de musique, les produits des concessions de cimetières, les redevances terrasses, redevance antenne orange.

CHAPITRE	BP 2026
013 - Atténuations de charges	9 000,00
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	62 700,00
731 - Fiscalité locale	1 885 977,00
74 - Dotation, subventions et participations	2 003 285,00
75 - Autres produits de gestion courante	16 600,00
76 - Produits financiers	120 170,00

Les recettes d'investissement

- Cessions d'actifs :
 - Appartements de Toulouse et Mulhouse 276 K€
 - Solde vente terrain la Dressière 500 K€
- FCTVA :

Le Fonds de Compensation de TVA est assis sur les dépenses d'investissement de l'année N-2, ce fonds permet le remboursement à la commune par l'Etat de la TVA au taux de 16.404%. Le montant du FCTVA pour l'exercice 2026 sera d'un montant de 263 K€.

- Taxe d'aménagement estimée à 40 K€
- Subventions d'investissement

De nombreux projets d'investissement ont été réalisés en 2025 et les subventions correspondantes sont en cours de demande de versement de solde et ou d'acompte. Les restes à réaliser de 954 143.49 € correspondent à des subventions notifiées dont 609 679.54€ de demandes de versement d'acomptes faites mais non encaissés au 31/12/2025.

Les projets éligibles aux subventions pour 2026 :

- 2ème phase de travaux de l'église Notre Dame du Bourg
- Rénovation de la piscine municipale : Département et fonds de concours CAGG
- DETR pour la rénovation des escaliers

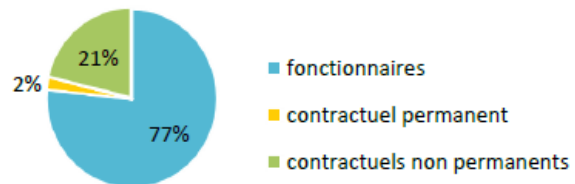
LE PERSONNEL

Source bilan social 2024

Effectifs

➤ 47 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2024

- > 36 fonctionnaires
- > 1 contractuel permanent
- > 10 contractuels non permanents



➤ Aucun contractuel permanent en CDI

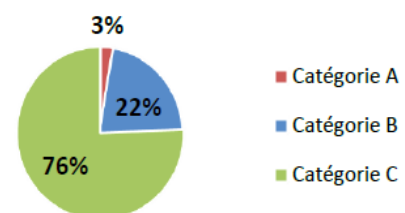
➤ Précisions emplois non permanents

- ⇒ Aucun contractuel non permanent recruté dans le cadre d'un emploi aidé
- ⇒ 100 % des contractuels non permanents recrutés comme saisonniers ou occasionnels
- ⇒ Personnel temporaire intervenu en 2024 : un agent du Centre de Gestion et aucun intérimaire

➤ Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	33%	100%	35%
Technique	61%		59%
Culturelle			
Sportive			
Médico-sociale			
Police	6%		5%
Incendie			
Animation			
Total	100%	100%	100%

➤ Répartition des agents par catégorie



Pyramide des âges

➤ En moyenne, les agents de la collectivité ont 50 ans

Âge moyen* des agents permanents		
Fonctionnaires	50,00	de 50 ans et +
Contractuel permanent	de 30 à 35	
Ensemble des permanents	49,53	
Âge moyen* des agents non permanents		de - de 30 ans
Contractuels non permanents	41,00	

Les charges de personnel représentent 60,26 % des dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement*	3 269 364 €	Charges de personnel*	1 970 097 €	➔	Soit 60,26 % des dépenses de fonctionnement
<i>* Montant global</i>					

Rémunérations annuelles brutes - emploi permanent :	1 214 076 €	Rémunérations des agents sur emploi non permanent :
Primes et indemnités versées :	157 152 €	313 €
IFSE :	138 739 €	
CIA :	13 280 €	
Heures supplémentaires et/ou complémentaires :	4 097 €	
Nouvelle Bonification Indiciaire :	9 966 €	
SFT (titulaire uniquement) :	8 999 €	
Complément de traitement indiciaire (CTI)	0 €	

Source bilan social 2024

- Temps de travail

Les agents à temps complet travaillent 1607 heures par an sur un rythme hebdomadaire pouvant aller de 35 heures à 39 heures

Mise en place du télétravail au sein de la collectivité depuis 2025

- Avantages

Participation de la collectivité aux frais de mutuelle santé pour les agents adhérents à la mutuelle retenue dans le cadre de la convention de participation avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Tarn à hauteur de 20€ par agent et par mois à compter du 01/01/2026.

Forfait mobilité durable pour encourager les salariés à recourir davantage aux modes de transports durables que sont le vélo et le covoiturage pour la réalisation des trajets domicile-travail.

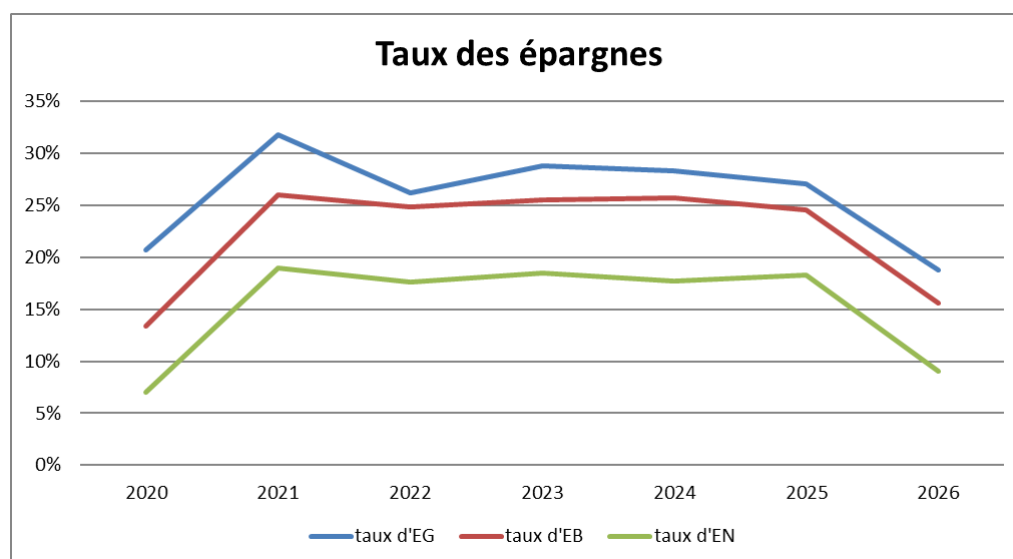
Les soldes intermédiaires de gestion

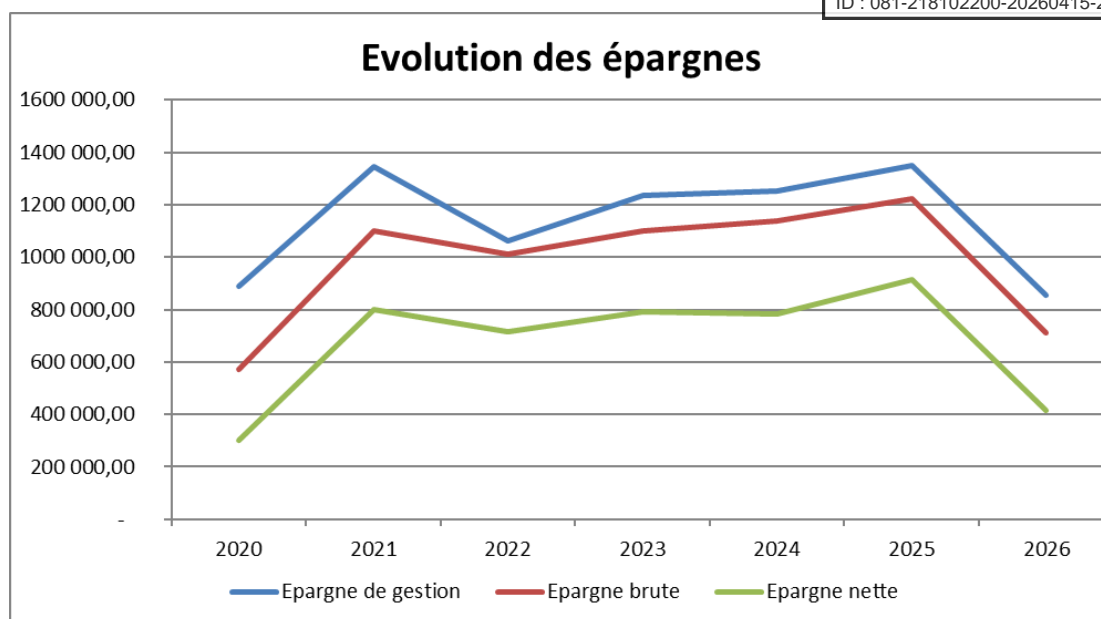
Depuis la loi n°2017-1837 de finances pour 2018 du 30 décembre 2017, les valeurs locatives cadastrales sont revalorisées chaque année au moyen d'un coefficient forfaitaire qui tient compte de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) publié par l'INSEE au mois de novembre précédent la taxation.

Le total des produits fiscaux sur 2026 serait de 2 350 757 € contre 2 255 392 € en 2025

Les soldes intermédiaires de gestion sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Rabastens	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Tableau des soldes de fonctionnement									
+ Produits fiscaux	2 448 056	2 536 699	2 458 198	2 056 426	2 018 528	2 226 239	2 262 639	2 255 392	2 350 757
+ Dotations et subventions	1 368 329	1 393 085	1 508 385	1 503 783	1 634 100	1 676 305	1 814 532	1 912 000	2 003 285
+ Produits de gestion courante	508 816	384 437	231 104	352 262	214 105	201 753	165 717	309 989	88 300
= Produits de fonctionnement courant	4 325 201	4 314 221	4 197 688	3 912 471	3 866 733	4 104 296	4 242 888	4 477 381	4 442 342
- Charges de personnel	1 654 941	1 643 592	1 569 653	1 588 973	1 748 773	1 872 116	1 970 097	2 021 693	2 100 000
- Charges à caractère général	873 071	661 152	873 605	719 157	773 907	706 985	748 566	825 490	1 009 000
- Charges de gestion courante	892 098	884 257	865 704	260 738	280 053	288 293	272 577	280 737	476 750
= Charges de fonctionnement courant	3 420 111	3 189 001	3 308 962	2 568 868	2 802 733	2 867 394	2 991 240	3 127 920	3 585 750
= Epargne de gestion	905 090	1 125 220	888 726	1 343 603	1 064 000	1 236 902	1 251 648	1 349 461	856 592
+ Produits exceptionnels et financiers	44 656	596 791	84 109	191 302	199 666	118 799	163 166	107 086	120 170
- Charges exceptionnelles et financières	238 839	828 249	399 967	433 537	251 787	257 487	278 124	233 294	263 778
= Epargne brute	710 908	893 762	572 868	1 101 368	1 011 879	1 098 213	1 136 691	1 223 253	712 984
Tableau des soldes d'investissement									
- Remboursement des emprunts	270 363	263 819	272 353	299 877	296 399	305 908	351 900	310 715	299 500
= Epargne nette	440 544	629 943	300 516	801 491	715 480	792 305	784 791	912 539	413 484
+ Recettes propres	354 911	208 771	282 924	543 973	241 021	198 706	374 373	352 444	637 904
+ cession des immobilisations (775)	0	5 520	12 625	125 500	700	72 000	12 285	400 000	776 000
= Capacité d'investissement	795 455	844 233	596 065	1 470 964	957 200	1 063 011	1 171 449	1 664 982	1 827 387
Travaux d'investissement et autres dépenses	614 840	1 128 500	744 776	918 480	2 020 463	2 259 786	1 795 580	2 834 805	3 697 555
Affectation de résultat N-1 (fct et inv)	1 276 519	1 520 886	1 291 280	1 892 525	2 795 702	2 056 506	896 876	1 023 455	668 811
Subventions	63 753	54 661	263 496	350 693	324 066	37 145	714 487	315 178	840 928
Emprunt nouveau	0	0	0	0	0	0	36 222	500 000	0
= Résultats de clôture (hors restes à réaliser N+)	1 520 886	1 291 280	1 406 065	2 795 702	2 056 506	896 876	1 023 455	668 811	0





La capacité de désendettement en 2025 est de 5 années et remonterait à 9 ans en 2026, le seuil de vigilance étant à 12 ans.

